Groupe socialiste et démocrate

Communiqué de presse

La violence ne doit pas confisquer la parole

Samedi, Brest a vécu deux journées en une. La première est celle de milliers de lycéens, d'étudiants, de salariés et de retraités réunis pacifiquement place de la Liberté pour dire leur inquiétude et leur colère. La seconde est celle des vitrines brisées, des commerces pillés et de trois heures d'affrontements autour du commissariat. Notre premier devoir est de ne pas les confondre.

Je condamne sans ambiguïté ces violences sans précédent pour notre ville. Je pense aux commerçants, aux policiers blessés, aux habitants qui ont eu peur. Les responsables de ces actes devront être implacablement condamnés.

Ces violences n'ont pas prolongé la mobilisation, elles l'ont confisquée. Les images de quelques-uns ont recouvert la parole de milliers d'autres. La violence surgit toujours là où la capacité d'agir ensemble se défait.

Condamner ne suffit pas. Comprendre n'est pas excuser : c'est la condition pour que cela ne se reproduise pas. Comment la situation a-t-elle basculé devant l'hôtel de police ? Qui sont les auteurs ? Les Brestois ont droit à des faits.

Le rôle des élus est de briser l'engrenage, pas de désigner des boucs émissaires. Ce n'est ni la jeunesse, ni les manifestants, ni la police. Je propose trois mesures.

- D'abord, un soutien rapide aux commerçants touchés.
- Ensuite, une réunion publique de retour d'expérience, avec les habitants, les commerçants, les organisateurs, la préfecture et la Ville.
- Enfin, un travail de prévention auprès des jeunes, avec les acteurs de l'éducation et des quartiers.

Brest n'a pas à choisir entre l'ordre et la liberté de manifester : elle doit exiger les deux. La colère exprimée samedi ne disparaîtra pas avec les débris qu'on balaie aujourd'hui. À nous de lui offrir un débouché démocratique plutôt qu'un exutoire violent.

Émilie Kuchel
Présidente du groupe socialiste et démocrate.

Brest le 18 octobre 2026